

**REPUBLIQUE DE GUINEE**

**Travail- Justice- Solidarité**

---

**Déclaration de Monsieur Mohamed DIARE, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, chef de la délégation de la République de Guinée au débat général de la troisième conférence internationale sur le financement du développement**

**Addis Abéba- 13-16 juillet 2015**

**Addis- Abeba, le 16 juillet 2015**

**Monsieur le Président ;**

**Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de  
Gouvernement ;**

**Monsieur le Secrétaire Générale des Nations Unies**

**Mesdames et Messieurs les Ministres ;**

**Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations  
Internationales, des ONG, de la Société Civile et du Secteur Privé ;**

**Distingués Participants,**

**Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord de vous transmettre le message d'amitié et de solidarité de son Excellence Professeur Alpha CONDE, Président de la République de Guinée, Chef de l'Etat, et de vous traduire tout l'intérêt qu'il porte aux présentes assises qui doivent guider notre vision commune du financement du développement de l'agenda post 2015.

Je voudrais ensuite exprimer la profonde gratitude de ma délégation à son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Hailémarïam DESALEGN, au Gouvernement et au peuple de la République Fédérale d'Ethiopie pour l'accueil chaleureux et la généreuse hospitalité dont nous avons été l'objet depuis notre arrivée à Addis Abeba.

Je voudrais enfin féliciter Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies et le Président de la 69ème session de l'Assemblée Générale pour avoir pris

l'initiative d'organiser cette conférence, et de nous avoir fait bénéficier d'excellentes conditions de travail.

**Monsieur le Président,**

Notre conférence se tient dans un contexte particulier marqué par les processus d'évaluation des OMD et de préparation du programme de développement de l'agenda post 2015.

Ces évaluations ont montré que certains objectifs n'ont pas été atteints en raison notamment de l'insuffisance de financement.

Pour corriger cette faiblesse, le processus préparatoire de la présente conférence a mis un accent particulier sur la nécessité de renforcer significativement la mobilisation des ressources internes, qui doivent désormais être prépondérantes dans le financement du développement, pour palier l'insuffisance de l'Aide Publique au Développement.

Ces ressources devront être complétées par une mobilisation accrue des investissements directs étrangers et des transferts des migrants, et un développement accéléré des financements innovants, tout en mettant à profit de nouveaux axes de coopération, notamment la coopération sud-sud et la coopération triangulaire.

**Monsieur le Président,**

Après Monterrey en 2002 et Doha en 2008, nous nous retrouvons à Addis-Abeba pour affiner notre réflexion sur la problématique du financement du développement.

En effet, la présente conférence a pour but ultime de convenir des stratégies et des politiques idoines pour financer l'agenda mondial post 2015.

C'est un défi qui interpelle tous les acteurs de la communauté internationale à savoir les Gouvernements, les partenaires au développement, et ceux du secteur privé et de la société civile.

Le Gouvernement de la République de Guinée saisit cette occasion solennelle pour lancer un appel pressant à toutes les parties prenantes pour parvenir à un consensus sur le document final de la conférence.

Pour sa part, la délégation guinéenne œuvrera inlassablement pour atteindre cet objectif.

**Monsieur le Président,**

A l'issue d'un processus préparatoire laborieux, participatif et inclusif, nous sommes saisis d'un projet de document final qui compte 17 objectifs pour l'atteinte du développement durable.

Jamais dans l'histoire du développement, autant de dirigeants de notre planète ne se sont impliqués dans la préparation d'un agenda comme celui que nous devons adopter ensemble en septembre prochain.

Ce programme vise un développement global et une coopération équitable bénéficiant largement à tous les pays et à toutes les parties du globe.

Pour ce faire, il s'agira (i) d'intensifier la lutte contre la faim et la malnutrition, (ii) de mettre en place une nouvelle instance en vue de combler les lacunes en matière d'infrastructures, (iii) de promouvoir une industrialisation inclusive et durable (iv) d'assurer un plein emploi productif et un travail décent pour tous et de promouvoir les micro entreprises et les petites et moyennes entreprises (v) de protéger les écosystèmes dans l'intérêt de tous (vi) de promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous (vii) d'assurer la protection sociale et la prestation des services publics essentiels pour tous.

### **Monsieur le Président,**

Le Gouvernement a entrepris depuis 2011 la mise en œuvre d'un vaste et ambitieux programme de réformes notamment dans les domaines de la gouvernance macroéconomique et financière, de la justice, de la défense et de la sécurité, de l'agriculture, et de l'énergie.

Ces réformes ont permis d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE dès septembre 2012 et d'entreprendre un vigoureux programme de développement économique et social.

Mais cet élan a été brusquement freiné en 2014 par l'apparition de la Maladie à Virus Ebola.

Cette épidémie a entraîné la perte de milliers de vies humaines, a ébranlé le quotidien et les perspectives de mieux être de nos populations ; mais elle a aussi fortement affecté notre économie et perturbé la vie de nos institutions.

Les enseignements tirés de cette crise nous confortent dans la nécessité de réévaluer nos politiques de développement et nos priorités stratégiques en mettant un accent particulier sur la dimension sociale et environnementale.

En effet, dans le cadre de l'élaboration de notre stratégie de relance et de résilience socio économique Post Ebola, le Gouvernement a mené un diagnostic exhaustif de la situation qui a su nous révéler la complexité et l'étendue des facteurs de vulnérabilité de nos systèmes, fortement aggravées par la prédominance de l'économique sur le social et l'environnement.

Aujourd'hui, ces enseignements nous confortent sur l'absolue nécessité d'assurer une synergie et un meilleur équilibre entre les objectifs de financement dans les trois dimensions du développement durable : la croissance économique, l'équité sociale, et la protection de l'environnement.

C'est le lieu de saluer, au nom du peuple de Guinée, la mobilisation de la communauté internationale pour son soutien dans la lutte que nous menons contre cette épidémie et son important appui pour la mise en œuvre de notre plan de relance et de résilience Post Ebola.

Cette occasion est également opportune pour réitérer l'appel lancé par l'Union Africaine et la Commission Economique pour l'Afrique, en faveur de l'annulation de la dette extérieure des pays affectés.

L'expérience a montré que l'allègement de la dette par le biais de l'Initiative PPTE et l'IADM, a aidé les Etats à améliorer les dépenses dans les secteurs sociaux comme la santé, ce qui milite en faveur de cette annulation.

Une annulation substantielle de la dette extérieure donnera à la Guinée, mais aussi aux autres pays affectés par la MVE, une flexibilité de l'espace budgétaire nécessaire pour mieux répondre aux défis économiques et sociaux à court terme et planifier notre résilience par la promotion d'une croissance économique durable et inclusive. Elle permettra à nos pays d'améliorer la prestation des services publics, de s'acquitter régulièrement du service de la dette et de planifier un développement durable.

**Monsieur le Président,**

Permettez-moi pour finir d'exprimer l'espoir que fonde le peuple de Guinée tout entier sur les résultats des travaux de cette Conférence qui doivent

apporter une réponse satisfaisante à leurs demandes pressantes mais également leur offrir de nouvelles perspectives de mieux être pour l'avenir.

Nous devons être conscients de la portée de nos décisions et être guidées par le souci de partage et de responsabilité mutuelle pour la construction d'un monde meilleur.

Telle est, Monsieur le Président, l'essentiel du message du Gouvernement de la République de Guinée.

Je vous remercie de votre aimable attention.